« Istmeño, le vent de la révolte » : un documentaire de résistance à la spoliation, par Alessi dell’Umbria.

Le mois de juillet dernier, nous avons eu l’occasion de voir à Barcelone le documentaire qui décrit la résistance des paysans et des pêcheurs indigènes dans l’Isthme de Tehuantepec (Oaxaca). Ils affrontent les multinationales, les autorités gouvernementales et les partis politiques qui sont bien décidés à transformer leur territoire en une « forêt d’énergie » et à recourir aux méthodes habituelles : corruption, combines, intimidation et même assassinat. Alessi donne la voix au peuple de l’Isthme dans sa lutte contre les projets de construction de centrales éoliennes afin de défendre ses moyens de subsistance et ses coutumes. Les expropriations, l’usurpation et la privatisation des terres communales et des ejidos, autrement dit la transformation du territoire en capital industriel, menacent en effet sérieusement ses modes de vie. La chose la plus remarquable est sans doute l’auto-organisation populaire qui a surgi pour répondre aux besoins immédiats de la lutte, l’Assemblée des peuples indigènes de l’Isthme de Tehuantepec en défense de la terre et du territoire (APIIDTT), fondée autant sur le rejet des partis, des autorités municipales et de tout ce qui représente le Pouvoir, que sur l’autodéfense face aux sicaires, aux paramilitaires et à la police. Le renforcement de pratiques communautaires et de formes de démocratie directe qui peuvent s’armer et pratiquer la justice populaire sont la marque d’un processus positif de sécession semblable à celui entrepris par d’autres communautés dans d’autres États du Mexique tels le Guerrero, le Michoacán et le Chiapas. Et cela n’est pas spécifiquement mexicain : là où subsistait un tissu communautaire ou bien là où les conditions extrêmes avaient poussé à le créer, on a vu se produire une dérive vers des modes d’autogestion. En nous en tenant aux cas les plus notoires, rappelons la révolte en 1992 des *aarch* algériens, les soulèvements de la population de El Alto en Bolivie (en 2003 et 2005), l’insurrection de la ville d’Oaxaca en 2006, la résistance actuelle des Indiens du TIPNIS (Territoire indigène et parc national Isiboro-Secure) en Bolivie aussi, les assemblées de quartier dans les villes grecques ou la guerre au Kurdistan syrien commencée en 2012. On peut par conséquent penser que la protestation communautaire sécessionniste, née dans la défense du territoire, constitue la forme de lutte anticapitaliste la plus claire et la plus avancée.

Alessi connaît bien la réalité mexicaine et nous en tirerons parti, en particulier à travers ses articles « Les terres communales de Santa María Ostula » et «  Narcos militaires : La paranoïa et la terreur comme paradigmes de gouvernement », essentiels de notre point de vue. Cela dit, remontons à l’origine du fléau qui s’est déchaîné contre la paysannerie indigène et menace de l’exterminer. Elle n’est autre que la capitalisation du monde ou la mondialisation de l’économie, autrement dit ce qu’on appelle la globalisation capitaliste, cela même que les dirigeants dénomment « progrès ». Au Mexique, on peut faire remonter la globalisation à la date du 1e janvier 1994, jour de l’entrée en vigueur des Accords de libre-échange nord-américains (en anglais NAFTA), au moyen desquels on créa une zone de libre-échange entre le Canada, les Etats-Unis et la république fédérale, autrement dit on supprima les barrières douanières pour le capital étranger. Automatiquement, avec le traité, l’État mexicain changea de fonction : de tuteur d’un capitalisme national et garant de ces libertés qu’un régime bureaucratique basé sur le patrimoine pouvait se permettre, il devint le médiateur nécessaire entre le capital international et la société civile, le garant de l’incorporation de l’espace national au marché mondial. Cette incorporation, comme on l’a vu, n’excluait pas l’usage de méthodes expéditives à l’encontre des habitants obstinés ou simplement pauvres. L’intérêt général, avant le traité, n’était autre que celui de la classe politique priiste. Il était assimilé désormais à l’intérêt des multinationales et il revenait d’en assurer la protection aux forces de l’ordre dont on sait combien les scrupules en matière de violence contre les gens ordinaires ont toujours été maigres. Les évidentes difficultés posées par le changement, le développement du trafic des stupéfiants et la prolifération de mafias au sein de l’appareil administrativo-répresseur qui forcèrent d’un côté la fin du paternalisme d’État d’autrefois imposèrent par ailleurs la stratégie du chaos et de la terreur que nous contemplons aujourd’hui sous ses formes les plus effroyables. Il a dû y avoir une erreur quelque part : l’abandon des terres et l ‘élévation des niveaux de pauvreté d’une masse déracinée qui s’est accumulée dans les périphéries des villes métropolitaines n’ont pas pu être compensés par l’offre d’emplois liée aux investissements étrangers, au marché agraire et à l’exportation de pétrole. Et l’apparition d’une bourgeoisie spéculatrice ainsi que d’une ridicule classe moyenne suffisamment soumise et américanisée pour faire exploser la demande de biens de consommation n’ont pas non plus pu stabiliser le système politique, suivant le modèle brésilien. Finalement, la violence d’un narco-État militaro-policier qui frappe le pays a été le résultat le plus palpable de 20 ans de désintégration sociale, de reconversion administrative et de capitalisme dur, c’est-à-dire de « progrès » et de « développement » à tout crin.

Là où malgré tout les communautés ont su se maintenir, en défendant leur culture, leurs traditions, la propriété collective et l’usage contrôlé des terres communales et des ejidos, l’exode rural ne s’est pas produit et la décomposition sociale n’a pas eu lieu, ce qui a permis de freiner la pénétration mafieuse et d’opposer une sérieuse résistance aux projets capitalistes. La société indigène a dressé des barrières contre la brutalité qui envahissait le territoire, en s’érigeant sans y prétendre comme une option et un modèle de vie supérieure à celui du monde capitaliste au moment où les nouveaux chants de la globalisation s’orientaient vers le « développement durable ». En effet, en 2006, le Mexique et en particulier l’État d’Oaxaca a souffert d’un nouveau débarquement d’entreprises avides d’exploiter des mines à ciel ouvert, d’effectuer des prospections, de construire des barrages, des autoroutes, des complexes touristiques et surtout des centrales éoliennes industrielles, mal nommées « parcs ». Il faut souligner la présence d’entités privées espagnoles dans cette offensive, spécialement en ce qui concerne les aérogénérateurs ou « ventilateurs » comme les appellent les gens du coin. Gamesa, Iberdrola, Acciona ou Endesa sont les plus connues mais elles ne sont pas les seules : au partage du gâteau ont accouru Ingeteam, Preneal et Renovalia, entreprises liées au contrôle électronique, à la construction de sources d’énergie renouvelable industrielles et à l’exploitation d’énergie « propre ». Inutile de dire que les procédures utilisées pour promouvoir de telles sources n’auraient pas pu être plus sales.

La ruée capitaliste a été d’une telle ampleur que, dans l’Isthme, elle a provoqué une réaffirmation puissante de la communauté et de ses valeurs en faveur d’une conception de la vie radicalement opposée à la recherche individuelle du profit et au consumérisme maladif. La solidarité horizontale contre la hiérarchisation égoïste. Ce n’est pas la première fois que cela arrive. Dans les premières étapes du capitalisme, au moment où la révolution couvait, Ricardo Flores Magon et le Parti libéral mexicain voyaient dans le rapport non individuel à la terre, dans l’absence de l’idée de propriété, dans les mécanismes solidaires de distribution et dans les relations de coopération égalitaires des Indiens la parfaite alternative à la société de la propriété privée, de l’État et des classes. Ce n’est pas donc un hasard que l’anarchisme magoniste soit à nouveau d’actualité et que l’exemple de Ricardo Flores constitue une référence dans les luttes pour le territoire : « La terre est la première chose. » Nous serions toutefois injustes en oubliant l’œuvre de B. Traven, revendication majuscule de la société indienne. Juste au moment où se concluait la période révolutionnaire, en 1929, un survivant de la révolution allemande (Ret Marut) publiait « La Rose Blanche », éloge raisonné de la conception traditionnelle du monde face à la mentalité déprédatrice des dirigeants du pétrole. Pour l’Indien, la vente de la terre signifie la perte de son âme, la rupture avec ses ancêtres, la trahison de son peuple : « La terre est éternelle, l’argent pas ; c’est pour cela qu’on ne peut pas échanger de la terre contre de l’argent. » Il faudra l’effacer de la carte pour que le progrès économique poursuive sa marche triomphale. Le roman a fait l’objet d’une adaptation cinématographique en 1961 par Roberto Gavaldón, avec la collaboration de Traven/Marut lui-même, et le gouvernement en place crut bon de la censurer. Près d’un siècle plus tard, le panorama n’a pas changé en ce qui concerne la terre. En tout état de cause, le mythe du Progrès s’est révélé un macabre mirage, plaçant la question du territoire au centre de la question sociale. Car le territoire n’est pas une succession de parcelles privées aliénables pour un prix adéquat, c’est un lieu habité, avec son histoire, ses coutumes, sa diversité, ses produits et ses relations sociales qui dans leur ensemble déterminent une communauté. Et la vie communautaire est aux antipodes de la vie régie par la marchandise. La nouvelle offensive globale cherche à uniformiser le territoire qui subsiste encore pour l’introduire sur le marché, ruinant au passage la vie qu’il abrite, en imposant des modèles de survie urbains, la séparation entre la terre et ceux qui la travaillent et l’émigration forcée. Par une ironie de l’histoire, les villes ont cessé d’être des refuges pour se convertir en forêts de ciment qui exportent leur misère vers l’espace rural, alors que celui-ci, dans les cas où il a pu résister à l’industrialisation, est le seul refuge d’une vie qui ait du sens, d’une richesse de moments qui n’a pas de prix.

Miquel Amorós, Revue Argelaga, 23 août 2015.